



IGN FI

BRL
Ingénierie

Paris, le 15 avril 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

En octobre 2019, le groupement IGN FI - BRLi était attributaire du marché régional portant sur l'évaluation des aléas, vulnérabilités et des risques dans les Etats membres de la Commission de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), l'organisation internationale pour le développement économique, social et culturel des Etats membres suivants : Angola, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad, Sao Tome et Principe et Rwanda.

Financé par l'Union Européenne, dans le cadre du programme ACP-UE de renforcement de la résilience aux aléas naturels de la CEEAC, et géré par la Facilité Mondiale pour la Prévention des Catastrophes et le Relèvement (GFDRR) de la Banque Mondiale, ce projet comportait l'organisation d'un atelier régional qui s'est tenu les 29 et 30 mars 2021 en visioconférence. Cet atelier marque la fin du projet.

Organisé en deux demi-journées, l'atelier régional de validation de la Cartographie des Risques Naturels dans les Etats membres de la CEEAC s'est tenu les 29 et 30 mars 2021, en visioconférence compte tenu du contexte sanitaire lié au COVID 19.

Dans son allocution introductive, s'exprimant au nom de Son Excellence Ambassadeur Gilberto Da Piedade VERISSIMO, Président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), SEM Honoré TABUNA, Commissaire à l'environnement, ressources naturelles, agriculture et développement rural, a rappelé combien les effets de la pression démographique, de l'urbanisation non planifiée, de la perte de biodiversité, de la dégradation des sols et des écosystèmes, du changement climatique impactaient lourdement le quotidien des populations des onze états membres d'Afrique centrale, soit 182 millions d'habitants. Depuis 1970 en effet, l'Afrique subsaharienne a connu plus de 2 000 catastrophes, dont un peu moins de la moitié au cours de la dernière décennie. Parmi les catastrophes les plus courantes en Afrique subsaharienne, on peut citer les inondations, les sécheresses mais aussi les cyclones, les tremblements de terre, les glissements de terrain, les éruptions volcaniques, l'érosion côtière et les épidémies.

En introduction de la première journée, le chef de mission Gilles MARTIN est revenu sur les objectifs et les enjeux du projet, puis les experts d'IGN FI et de BRLi ont tour à tour présenté les méthodologies mises en œuvre pour l'évaluation des aléas, des vulnérabilités et des risques selon leurs expertises respectives : constitution des modèles hydrologique et hydraulique ; évaluation des aléas géotechniques ; exploitation des données climatiques ; et enfin étude des risques de submersion marine et d'érosion côtière.

La seconde journée a consisté en la présentation et la validation des différents livrables du projet. **L'Atlas des risques de la CEEAC** produit dans le cadre du projet, a ainsi été présenté. Les risques y sont abordés à deux échelles très différentes : l'atlas présente, d'une part, les

grands types d'aléas et leur répartition géographique dans la CEEAC (risques d'inondations fluviales, risques géotechniques, risques climatiques et risques spécifiques aux zones littorales) ; et inclut d'autre part un focus sur les principales villes de la zone, et leurs risques spécifiques.

Comme l'a indiqué Camille Pinet, cheffe de projet chez IGN FI, « *Nous avons fait en sorte que les résultats soient les plus clairs possible et qu'ils puissent être exploités par tous les profils d'utilisateurs : des experts et techniciens aux décideurs, en passant par le grand public.* ».

Outre l'atlas qui été produit, toutes les données collectées et produites dans le cadre du projet ont en effet été structurées dans une base de données, mise à la disposition de la CEEAC, et qui pourra être exploitée ultérieurement par les experts chargés de poursuivre le travail.

Pour Marie-Christine Germain, directrice de projet chez BRLi, « *cette base de connaissance unique permettra à l'ensemble des Etats-membres de mieux connaître le risque en fonction des spécificités de chaque territoire et ainsi d'être en mesure de construire des stratégies régionales ou nationales sur les zones les plus exposées aux risques qui pourront se décliner, pour les zones particulièrement sensibles, en actions spécifiques visant à réduire les risques et les dommages aux personnes et aux biens* ».

Car comme l'a rappelé Semingar NGARYAMNGAYE, Coordonnateur Régional en Gestion des Risques de Catastrophes et Adaptation au Changement Climatique (GRC/ACC), ce projet ne constitue pas une fin en soi mais bien une étape, cette échelle d'étude, ne permettant pas d'élaborer des Plans de Prévention du Risque (PPR). Cet atlas constitue donc un tout premier socle synthétique de connaissances au service de la prévention des risques, qui doit reposer en amont sur l'éducation et faire partie intégrante de la gestion durable des territoires enclins à de profondes mutations socio-économiques et environnementales.

A l'issue de l'atelier, les participants ont confirmé leur intérêt, et ont soulevé l'importance des formations et du transfert de compétences vers les équipes nationales, afin de permettre l'exploitation de ces données et leur mise à jour régulière.

L'atelier a donné l'occasion aux participants de faire part de leurs commentaires sur le contenu de l'atlas, ainsi que de compléments d'information régionaux ou locaux.

Ces contributions, transmises lors de l'atelier et pendant les quelques jours qui l'ont précédé et suivi, viennent enrichir les livrables du projet et y sont intégrées avant leur édition définitive.

Une fois validé, l'atlas sera livré à la CEEAC en version numérique et en format papier.

Au total, ce sont plus de quarante participants (points focaux RRC – réduction des risques de catastrophes – des pays-membres, représentants et experts, administrations et institutions concernées par la gestion des risques de catastrophes), qui ont participé aux échanges.

Contact presse

IGN FI
Aude ARESTE LAMENDOUR
alamendour@ignfi.fr

A propos de la CEEAC

La Communauté économique des Etats de l’Afrique centrale -CEEAC- mobilise toutes ses ressources et son énergie pour faire de l’Afrique centrale une région de paix, prospérité et solidarité reposant sur un espace économique et politique unifié où chaque citoyen circule librement afin d’assurer ainsi un développement durable et équilibré.

La Commission de la CEEAC, quant à elle, couvre l’ensemble des activités des institutions publiques, des entreprises privées, de la société civile et des populations de la région dans une perspective dynamique intégrante reposant sur cinq piliers : paix et sécurité, marché commun, environnement et ressources naturelles, aménagement du territoire et infrastructure, genre et développement humain.

Créée en octobre 1983, la CEEAC a acquis le statut de Commission en décembre 2019 afin de mettre en œuvre ses activités avec une plus grande efficacité face aux défis de la région et répondre ainsi aux espoirs d’une population très jeune qui voit la réussite de son avenir dans l’intégration régionale.

<https://ceeac-eccas.org/>

A propos d’IGN FI

Filiale du groupe GEOFIT pour ses activités internationales et opérateur technique pour l’export de l’IGN France, IGN FI est un acteur mondial majeur dans le domaine de la géomatique. IGN FI déploie son expertise (géodésie, métrologie, cartographie / infrastructure nationale de données géographiques, bases de données, systèmes d’information géographique, portails, etc.) dans de nombreux secteurs d’activité (aménagement du territoire, foncier, gestion des ressources naturelles, agriculture, risque, défense). 100% active à l’export, elle est spécialisée dans le montage de projets géomatiques. Elle a réalisé de nombreux projets en Afrique.

www.ignfi.com

A propos de BRLi

BRL Ingénierie est une filiale du groupe BRL créé en 1955 qui gère en concession un grand réseau hydraulique pour la Région Occitanie composé de canaux, barrages, stations de pompage et de traitement et qui alimente en eau près d’1 million de personnes.

BRLi est un bureau d’études spécialisé dans les domaines liés à l’eau, l’environnement et à l’aménagement du territoire. BRLi intervient en France et dans plus de 80 pays, pour le compte des collectivités et des autorités locales ainsi que des grands bailleurs de fonds internationaux en déployant ses savoir-faire pluridisciplinaires dans le cadre de projets visant à répondre aux grands défis de l’adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire, l’évolution démographique et la transition écologique.

<https://brli.brl.fr/>

A propos du programme ACP-EU

L’Union européenne et le Groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont établi en 2015 un programme de coopération intra-ACP de «Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d’Afrique subsaharienne». Le programme se compose de cinq domaines de résultats, mis en œuvre par plusieurs partenaires

et constituant ensemble un cycle complet de mesures de gestion des risques de catastrophe et de renforcement des capacités.

Le Résultat 2, appelé aussi plus simplement « R2 », est l'un des deux résultats gérés par la Banque mondiale/GFDRR (le deuxième étant le Résultat 5). L'objectif spécifique du Résultat 2 est de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de prévention des risques de catastrophes (PRC) et de gestion des risques de catastrophes (GRC) au niveau régional.

<https://www.gfdr.org/fr/le-resultat-2>